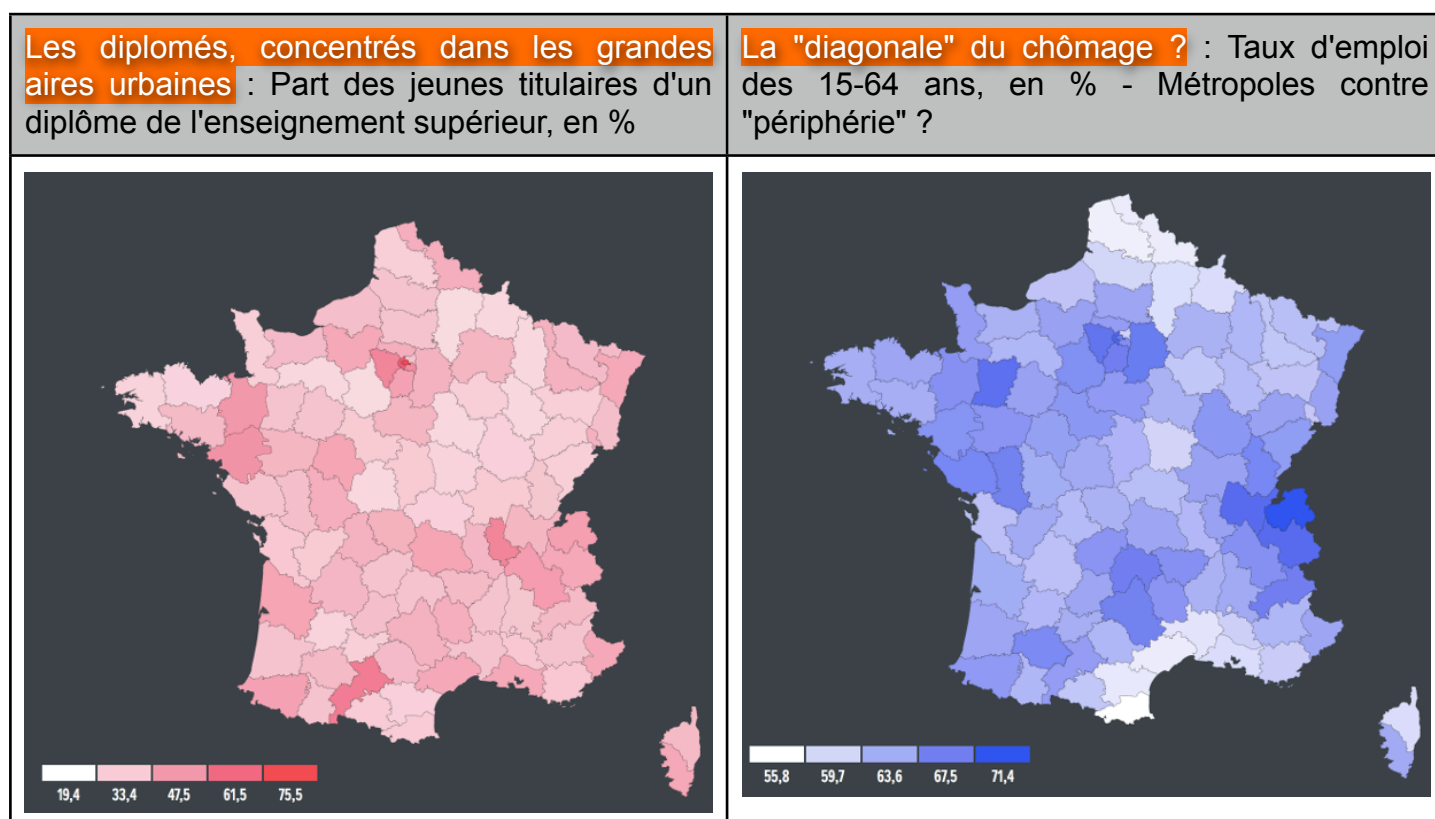


□ Episode 7/10 : zoom sur les territoires qui cumulent les fragilités, en terme d'éducation, de pauvreté, de chômage et de santé.

Lorsqu'on regarde la France sous le prisme des indicateurs de précarité, on découvre qu'ils ne dessinent pas une géographie uniforme. Pauvreté, chômage, éducation, santé : les fragilités peuvent accabler certains départements, comme c'est le cas au nord-est du pays : espérance de vie à 60 ans parmi les plus basses, nombre de diplômés et taux d'emploi inférieur à la moyenne nationale, taux de pauvreté les plus hauts du pays.



A vue d'œil, les aires urbaines les plus peuplées (au delà de 500 000 habitants) semblent nettement favorisées en comparaison des aires urbaines petites et moyennes : elles concentrent plus de la moitié des diplômés du supérieur et des salaires versés alors qu'elles représentent un peu moins de 40 % de la population.

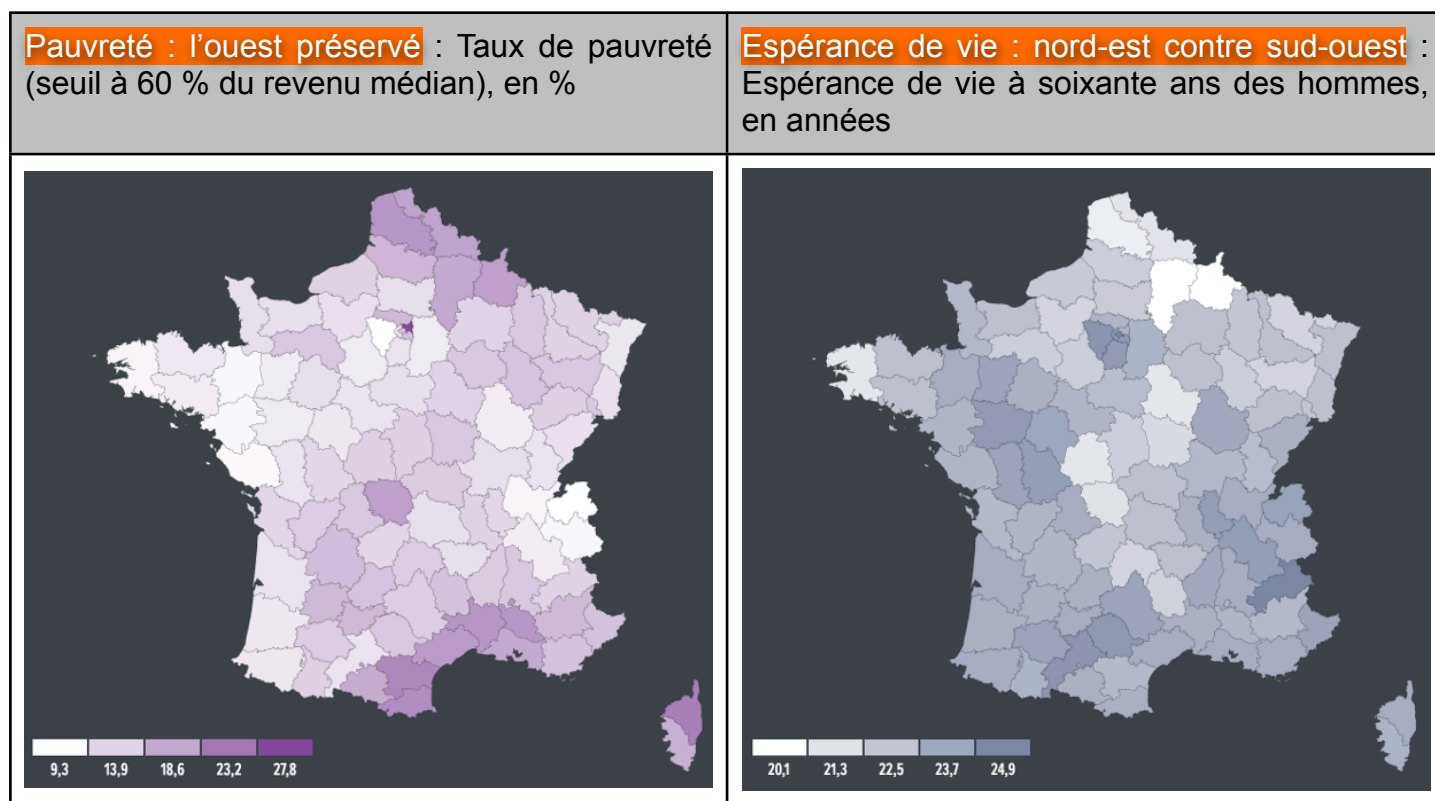
En face, les aires urbaines de moins de 500 000 habitants accueillent près de la moitié de la population française, mais moins du tiers des diplômés.

Et pourtant, l'opposition entre des métropoles dynamiques et des "périphéries" abandonnées ne reflète pas la complexité des inégalités qui traversent la société Française.

Dans plusieurs grandes aires urbaines, le taux d'emploi est bien en dessous de la moyenne nationale

Ainsi dans plusieurs grandes aires urbaines, le taux d'emploi est bien en dessous de la moyenne nationale, et le taux de pauvreté est relativement élevé : c'est le cas en Seine-Saint-Denis, dans le Nord ou dans la région méditerranéenne.

Des fractures multiformes



Il semble donc que les fragilités se cumulent et se renforcent mutuellement. Pourtant, ça n'est pas toujours le cas. Prenons la Bretagne : elle souffre d'une surmortalité des hommes, alors que son taux de pauvreté est nettement inférieur à la moyenne nationale. Cette même espérance de vie à 60 ans semble d'ailleurs davantage opposer le nord-est au sud-ouest que les "villes" et les périphéries.

Si l'on peut dire une chose des "fractures françaises", c'est donc surtout qu'elles sont multiformes, et ne se laissent pas saisir par une géographie unique.

Cela révèle une inquiétude face aux choix d'allocations des ressources publiques, au moment où elles se réduisent. Faut-il investir prioritairement dans les métropoles, au motif que l'investissement public y serait plus productif ? Et au risque de donner raison au discours du ressentiment de la "France périphérique" ?